



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

**Unité bi-départementale**

**Calvados – Manche**

1 Rue du Recteur Daure

CS 60 040 – 14 006 Caen cedex 1

[www.normandie.developpement-durable.gouv.fr](http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr)

Caen, le 6 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**GROUPE CARRIERES DE MOUEN**

14320 ST ANDRE SUR ORNE

Références : ERASS-2022-14-325

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement GROUPE CARRIERES DE MOUEN implanté 14320 ST ANDRE SUR ORNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GROUPE CARRIERES DE MOUEN
- 14320 ST ANDRE SUR ORNE
- Code AIOT dans GUN : 0005300068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Les Carrières d'Etavaux exploite sur la commune de Saint André sur Orne une carrière de grès et une installation de traitement de matériaux. Le glissement de terrain ayant affecté le front nord en 2019 a conduit l'exploitant à réviser son phasage d'exploitation. Le porter à connaissance correspondant est en cours d'instruction.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- stockage de déchets d'extraction,
- travaux de stabilisation du front nord.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite de la plate-forme de dépôt des déchets inertes externes, les inspecteurs ont pu observer le déchargement d'un camion benne provenant d'un chantier de travaux publics. Ils ont observé dans le tas de déchets alors déposé, la présence de morceaux d'enrobés en quantité significative alors que le remblayage de la carrière par les « croûtes et fraisâts d'enrobés » est interdit par l'article 32 de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2003.

Partageant le constat des inspecteurs, l'exploitant a réagi immédiatement et a fait procéder à la reprise du chargement par le transporteur, ce qui est satisfaisant.

Il est rappelé que le registre d'admission prévu par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes doit comporter le résultat du double contrôle visuel (entrée et déchargement) y compris en cas de refus.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale
Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Lettre de suite préfectorale
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale
Amenagements particuliers	Arrêté Préfectoral du 28/04/2003, article 23	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 25/06/2003, article 28.3	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a permis d'examiner le plan de gestion des déchets d'extraction (PGD) et le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, en particulier son article 16 bis. Une mise à jour du PGD sur plusieurs éléments descriptifs est attendue dans un délai de 2 mois. La gestion des zones de stockage des déchets d'extraction est apparue satisfaisante. Les inspecteurs ont pu constater que les travaux prescrits suite au glissement de terrain survenue en 2019 au niveau du front nord sont bien avancés. Toutefois, il conviendra de mettre en place une surveillance et un entretien régulier pour garantir leur efficacité dans le temps.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a précisé que les déchets d'extraction actuellement générés sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- les fines provenant du tertiaire de l'installation de traitement qui rejoignent un bassin de décantation,</li><li>- les fines de lavage des sables qui sont traitées dans un filtre presse. Les galettes produites sont stockées sur le carreau de la carrière.</li></ul> Les inspecteurs ont noté que: <ul style="list-style-type: none"><li>- les déchets argileux provenant de la faille, cités dans le PGD, ont été valorisés pour constituer la plate-forme accueillant le stock de produits finis. Il n'y a donc plus de zone de stockage de déchets argileux contrairement à ce que décrit le PGD (stockage A) à plusieurs endroit ;</li><li>- pour un même déchet, des incohérences dans les quantités produites apparaissent entre les différentes pages du plan de gestion des déchets d'extraction (PGD).</li></ul> En outre, conformément à la définition des déchets d'extraction donnée l'article 1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, les boues issues du lavage des roues des engins ne constituent pas des déchets d'extraction. De même le merlon paysager implanté au nord-est du site demeurera à l'issue de la remise en état ; il ne constitue pas un stockage de déchets d'extraction. L'exploitant doit mettre à jour son PGD pour n'y faire figurer que les déchets d'extraction répondant à la définition donnée à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et les quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockées durant la période d'exploitation. Les déchets étant stockés sur une période réduite, la quantité maximale susceptible d'être stockée à un instant donné sera également précisée.
<b>Observations :</b> SO
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

### Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
<b>Prescription contrôlée :</b> On entend par zone de stockage : <ul style="list-style-type: none"><li>- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.</li></ul> Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a précisé qu'actuellement, les zones de stockage des déchets sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- le stockage de galettes produites par le filtre presse ;</li><li>- le bassin de décantation des eaux chargées du traitement tertiaire.</li></ul> Après séchage de quelques mois, les déchets sont réincorporés dans le produit fini de sorte que les stocks sont très réduits.
<b>Observations :</b> SO
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
<b>Constats :</b> L'inspection a observé que les galettes produites par le filtre presse étaient en quantité réduite (environ 20 m³) et stockées sur une aire plane. De même, le bassin de décantation est entièrement creusé dans le sol et de taille limitée.  Toutefois aucune évaluation du risque de perte d'intégrité susceptible de conduire à un accident majeur n'est formalisée.  En application de l'article 11.5 de l'arrêté du 22/09/94, l'exploitant doit formaliser une évaluation du risque de perte d'intégrité des zones stockage des déchets d'extraction. Cette évaluation sera proportionnée aux enjeux, et traitera des différents facteurs prévus à l'annexe VII de l'arrêté du 19 avril 2010 (taille et caractéristiques de l'installation, topographie du site, angle d'inclinaison de la pente du stockage, capacité d'accumulation des eaux à l'intérieur du stockage...).
<b>Observations :</b> SO
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
<b>Constats :</b> Les inspecteurs ont observé que les zones de stockage sont éloignées des limites de propriété du site et ne présentent pas de risques apparente de perte d'intégrité pouvant affecter l'environnement ou la santé humaine
<b>Observations :</b> SO
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
<b>Constats :</b> Les inspecteurs ont observé que le bassin était régulièrement curé et que les boues produites étaient déposées sur le bord du bassin pour séchage.
<b>Observations :</b> SO
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
<b>Constats :</b> Les quantités stockées varient peu mais très souvent puisque les matériaux sont recyclés dans le process après séchage.
<b>Observations :</b> SO
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dernier plan d'exploitation.  Les inspecteurs ont relevé que le plan localisait le bassin de décantation mais pas la zone de dépôt des galettes. Cette information est disponible sur un plan figurant dans le PGD mais de manière insuffisamment précise.  L'exploitant a précisé que le stockage des galettes est effectué sur le carreau de la carrière sur une zone qui évolue en permanence en fonction de la localisation des tirs de mines.  L'exploitant doit localiser la zone de dépôt des galettes même si celle-ci est étendue.
<b>Observations :</b> SO
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – Lieu d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
<b>Constats :</b> Le PGD comporte des plans permettant de visualiser dans quelle partie de la carrière les zones de stockage des déchets d'extraction sont envisagées.
<b>Observations :</b> SO
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
<b>Constats :</b> Le PGD décrit le procédé mais les informations concernant les étapes du procédé générant les déchets et les modalités d'élimination des déchets sont imprécises.  Ainsi, la fiche de synthèses des boues décantées en bassin (stockage B) indique que leur stockage est définitif alors que l'exploitant a précisé au cours de l'inspection qu'elles étaient actuellement valorisées dans le procédé. De même, le PGD décrit précisément le traitement par filtre presse des boues contenant des fines de lavage au niveau du tertiaire mais ne fournit aucun élément sur les modalités de production des boues qui rejoignent le bassin ni sur celles de séchage de ces boues.  L'exploitant doit compléter son PGD pour faire apparaître clairement la description de la partie du procédé qui génère les déchets, les traitements (dont séchage) qu'ils subissent et les modalités de leur valorisation.
<b>Observations :</b> SO
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
<b>Constats :</b> Le PGD mentionne que la surveillance environnementale globale du site permet de contrôler et de surveiller les zones de stockage des déchets d'extraction. La taille limitée de ces zones, leur emplacement dans la carrière et la nature des matériaux stockés rend un risque d'instabilité ou de pollution des eaux ou de l'air peu probable. Les dispositions retenues pour la surveillance apparaissent satisfaisantes.
<b>Observations :</b> SO
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
<b>Constats :</b> Le PGD renvoie vers les plans de remise en état annexés à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 25 juin 2003. Les inspecteurs ont constaté que ces plans couvrant l'intégralité du site, sont insuffisamment précis pour décrire correctement les modalités de remise en état des zones de stockage de déchets, de tailles réduites.  L'exploitant doit compléter son PGD pour décrire les modalités de remise en état des zones de stockage à l'issue de la réhabilitation du site.
<b>Observations :</b> SO
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Modalités d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2003, article 28.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, glissement de terrain 2019
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fronts nord de l'excavation côté Etavaux ayant fait l'objet d'un glissement en 2019 font l'objet d'une sécurisation sous un délai de 30 mois consistant aux opérations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- constitution d'un merlon d'appui en pied des fronts,</li><li>- réalisation d'un remblayage de confortement depuis ce merlon sur toute la hauteur des fronts,</li><li>- talutage de ce remblai avec une pente de 3 (horizontal) pour 2 (vertical),</li><li>- gestion des eaux périphériques et internes, afin de limiter leur infiltration dans le massif de remblai, par les aménagements suivants, tels que représentés sur l'Annexe 3 du présent arrêté :<ul style="list-style-type: none"><li>a- réalisation d'une tranchée périphérique de collecte des eaux de ruissellement ou de drainage externe et permettant d'acheminer ces eaux à l'ouest de l'excavation d'Etavaux jusqu'à la zone d'infiltration située à l'Ouest du site,</li><li>b-captation des infiltrations du ruisseau des Saules.</li></ul></li></ul>
<b>Constats :</b> Les inspecteurs ont constaté que les travaux de gestion des eaux périphériques avaient été en grande partie réalisés.  Un merlon d'appui a été constitué au pied du front nord. L'exploitant a toutefois précisé qu'il avait dû être en partie supprimé pour effectuer le transfert de la pompe de l'ancien vers le nouveau bassin de collecte des eaux pluviales. Le merlon sera reconstitué.  Un fossé a été créé à l'amont de la zone victime d'un glissement de terrain en 2019. Il permet de collecter les eaux provenant des champs voisins. Les inspecteurs ont cependant relevé que le merlon latéral de ce fossé avait été supprimé sur un tronçon de plusieurs mètres et qu'il était obstrué par un tas de matériaux de 5 m <sup>3</sup> environ.  Un bassin de collecte des eaux provenant de la partie canalisée du ruisseau des Saules a été creusé à proximité du pont bascule. Les eaux qui y transitent rejoignent le fossé périphérique. L'exploitant a précisé que le busage du ruisseau avait été refait pour assurer une meilleure étanchéité.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit procéder à l'entretien régulier du fossé périphérique pour lui permettre de remplir sa fonction et empêcher les eaux parasites de rejoindre le massif de remblais du front nord.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Amenagements particuliers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/2003, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, busage du ruisseau des Saules – réhaussement de la rive de l'Orne
<b>Prescription contrôlée :</b> Le déplacement du ruisseau des Saules sera réalisé conformément au dossiers de demande. Ce ruisseau restera busé sur sa partie traversant la carrière pendant toute la période d'exploitation. Le haut de la rive séparative avec l'Orne au droit de la carrière sera rehaussé, sous un délai de 3 mois, à une cote minimale de + 9 m NGF.
<b>Constats :</b> Les inspecteurs ont consulté le dernier plan topographique du site et ont relevé qu'une partie de la digue en bord d'Orne, au sud-ouest, était situé sous la cote + 9m NGF, dont un point à +7,36 mNGF. Sur place, ils ont pu constater une légère dépression sur une vingtaine de mètres au niveau du chemin qui passe sur la digue.  L'exploitant doit procéder aux travaux nécessaires pour rétablir une cote minimale de + 9mNGF du sommet de la digue en bordure d'Orne. Le cas échéant, en application des dispositions de l'article R 181-46-II du code de l'environnement, il justifiera dans un porter à connaissance, que l'atteinte de cette cote ne peut pas être respectée.
<b>Observations :</b> SO
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale